



Union départementale des syndicats CGT du Nord



03.59.26.06.30



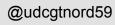
contact@cgt59.fr



254 bd de l'usine 59030 Lille cedex



You Tube www.cgt59.fr @udcgtnord59



UDnews#59



Le ieu en vaut la chandelle

2022, année d'élections tant politiques que professionnelles, nous oblige à adopter une stratégie syndicale de combat pour cesser de reculer face au gouvernement et au patronat. C'est dire qu'il nous faut avoir une vision globale des attaques du capital pour les anticiper, les contrer et reprendre l'offensive.

2022, année de mémoire aussi. Regardons le chemin parcouru. En 5 ans d'effort collectif, l'Union départementale des syndicats CGT du Nord est passé du dépôt de bilan financier et politique à une dynamique financière et politique au service exclusif de nos intérêts de classe. Mais, comme l'a écrit Aragon: RIEN N'EST JAMAIS ACQUIS A L'HOMME, NI SA FAIBLESSE NI SA FORCE. Aussi restons vigilants face aux démons du passé!

Mes camarades, je souhaite à chacun et chacune d'entre vous bonheur et réussite personnelle.

Je NOUS souhaite, une CGT forte et unie, à la hauteur des enjeux!

2022 : année d'efforts. Mais le jeu en vaut la chandelle ! Bonne année !

Jean-Paul Delescaut

Imposer la voix des travailleurs

Il est clair aujourd'hui pour l'immense majorité des travailleurs que le système n'a plus rien à offrir que la

Il se fascise et la répression gouvernementale et patronale contre tous ceux qui osent relever la tête et contester s'intensifie. Pour faire diversion et tenter de masquer la crise de surproduction qu'il est incapable de résoudre, le Capital, afin de préserver ses profits et sa domination, table, comme il l'a toujours fait, sur la division des travailleurs par la création et la promotion d'un ennemi intérieur. Hier les Juifs et les communistes, aujourd'hui les Musulmans et les non-vaccinés. La recette n'est pas nouvelle et le but est clair : maintenir au pouvoir Macron ou l'un de ses variants pour imposer les reculs sociaux qu'exige le patronat.

Le régime macroniste développe un discours autoritaire qui dénie aux milieux populaires tout espoir de transformation et de progrès social et vise à développer le fatalisme pour faire abdiquer, tant dans les urnes que dans la rue, les travailleurs face au totalitarisme libéral. Mais ce discours n'est qu'une imposture, qu'un mensonge, qu'un faux-semblant entretenu par les illusionnistes des grands médias que possèdent et contrôlent le patronat.

C'est ce qu'a démontré la grève massive des enseignants du 13 janvier dernier. C'est ce que démontrent quotidiennement, dans les entreprises, les grèves de plus en plus nombreuses, de plus en plus longues et déterminées, le plus souvent gagnantes, autour des revendications de salaires, d'amélioration des conditions de travail, et de l'exigence grandissante de respect.

Aussi, rassemblons-nous et organisons-nous pour imposer la voix des travailleurs, pour porter au cœur de la campagne électorale la question des salaires, de l'emploi, du temps de travail, de la Sécurité sociale, des services publics... bref de ce qui fait notre quotidien et dont dépend notre avenir et celui de nos enfants.

Notre tâche est donc de chercher à unifier les luttes partielles nombreuses en une lutte générale puissante pour passer de la résistance passive à la résistance active

Dans cette optique, participons et faisons participer massivement aux journées d'étude sur les salaires, le temps de travail et la Sécurité Sociale qui auront lieu durant toute la période afin d'être en capacité, par des discussions, des assemblées générales dans les unions locales, sur les lieux de travail, dans les quartiers, de provoquer l'ébullition des idées nécessaire à la construction et à la généralisation de la grève, élément fondamental du rapport de force pour nous emparer de la campagne électorale et d'en faire la tribune d'expression des revendications de tous les travailleurs, avec ou sans emploi, avec ou sans papier, actifs ou retraités et les futurs travailleurs que sont nos enfants, lycéens, étudiants ou apprentis.

Pascal Blindal

SOMMAIRE

Edito Page 2

Groupe UP Page 3

Mobilisation des 11 Pages 4 et 5

et 13 janvier

Le S.E.L.A Page 6

Page 7 Aesio

2021 et au-delà,

années de la QVS! Pages 8 et 9

Au sujet des

collaboratrices et Page 10

collaborateurs

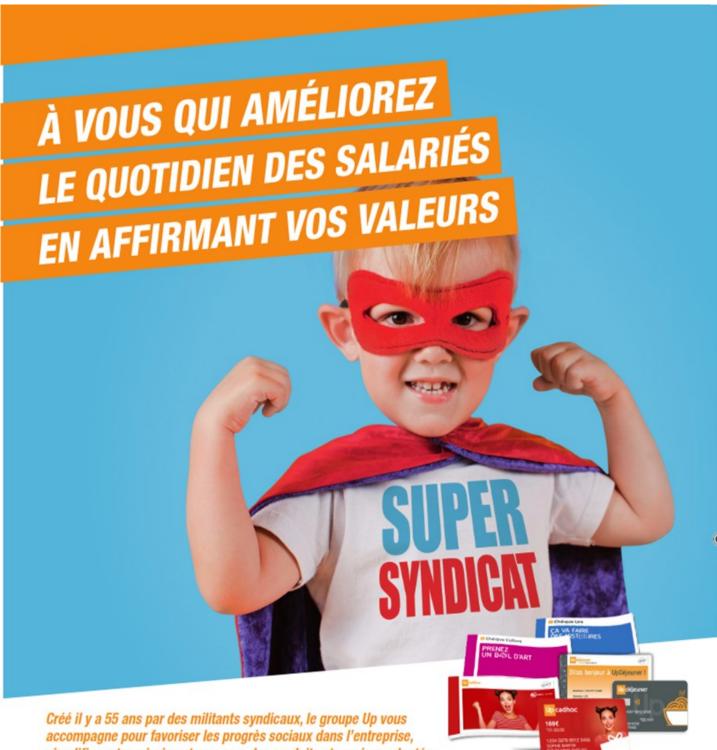
Histoire(s) de classe Pages 11 et 12



Commission paritaire: 0219 S05921 ISSN0152-383X

Directeur de la publication : Jean Paul DELESCAUT





Créé il y a 55 ans par des militants syndicaux, le groupe Up vous accompagne pour favoriser les progrès sociaux dans l'entreprise, simplifier votre mission et proposer des produits et services adaptés aux besoins des salariés : pause déjeuner, action sociale, culture, cadeaux, loisirs, solution de gestion.

Choisir le groupe Up, c'est choisir un groupe indépendant, dont la maison mère est une coopérative détenue à 100 % par ses salariés & un acteur emblématique de l'Économie Sociale et Solidaire, qui ne cesse de diversifier ses solutions, répondant ainsi aux enjeux liés aux conditions de vie et de travail.

- Cadeau/Culture → Déjeuner
- Équilibre vie pro./vie perso.

Retrouvez les solutions du groupe Up pour favoriser le dialogue social et améliorer le quotidien des salariés sur <mark>up.coop</mark>

Contact: infopartenariatsetcooperation@up.coop



Le Groupe Up est partenaire de





Mobilisations des 11 et 13 janvier : Des lames de fond

janvier derniers, à l'appel d'abord de la Santé, puis de d'en haut, le rôle de « Pères la Morale » excédés par COVID 19.

Bien sûr, les effets sur l'hôpital ou l'absurdité des « protocoles » imposés par le Ministre des Baléares, sont des révélateurs. Mais nos camarades de la Santé dans la rue le 11 janvier dernier développent un discours revendicatif qui surmonte cette question de l'épidémie et de ses conséquences à court terme.

La destruction programmée des services publics de la santé ne date pas d'hier, et elle se déroule implacablement depuis de longues années. Longues années pour des personnels en souffrance, méprisés dans leurs fonctions, en nombre insuffisant, débordés de travail dans un contexte de pénurie de moyens. Cette pénurie de moyens est le résultat de choix politiques, c'est -à-dire, puisque cette politique est une politique « libérale », de choix purement financiers.

Les camarades rencontrés dans la rue le 11 janvier exprimaient clairement ceci : la « vague » liée à Omicron n'entraînait pas par elle-même un surcroît incontrôlable d'activité. Mais ce sont des milliers d'opérations et de prises en charge qui sont reportées du fait des suppressions de lits et du manque de moyens humains et financiers.

Finalement, les grèves et manifestations des 11 et 13 On a essayé de faire jouer aux soignants, ultime mépris l'Education Nationale, avaient peu à voir avec l'affaire du « l'inconscience » des non-vaccinés, qui seraient responsables de tous leurs maux. Dans la rue, nos camarades infirmières n'étaient pas dans l'optique « d'emmerder » les non-vaccinés, elles qui soignent « malgré tout », les cancers des fumeurs, les cirrhoses des alcooliques et les chauffards accidentés. Le pouvoir tire sur toutes les ficelles pour dégager sa responsabilité, qui est pourtant évidente.

> Avec l'absentéisme des hospitaliers, lié à la fatigue et à l'épidémie, le nombre de personnels assignés qui n'ont pu battre le pavé a été important. La mobilisation a en tout cas bien eu le mérite d'exister. Et elle rappelle à chacun et chacun que les services publics de la Santé et la Sécurité Sociale sont l'affaire de tous les travailleurs. Il faudra que TOUS ENSEMBLE nous nous saisissions, avec les blouses blanches, de ces questions, qui impliquent un changement de société.





Mobilisations des 11 et 13 janvier : Des lames de fond

Le taux de grévistes dans l'Education Nationale le 13 était historique. Là aussi, la question des « protocoles sanitaires » et la lassitude des personnels face aux conséquences de l'épidémie, n'ont été que les symptômes d'un malaise beaucoup plus profond. La désorganisation désormais endémique des établissements scolaires est le résultat conscient d'une volonté de casse du service public. Cela passe par une plus grande « autonomie » des chefs d'établissements, un désengagement de l'Etat, sur fond de manque de personnels et de moyens.

Le résultat c'est que l'on navigue à vue et que l'on gère le naufrage : impression que la belle tâche consistant à enseigner est niée, écartée au profit de la fonction de garderie (il faut bien que les parents puissent continuer à produire pendant la pandémie). L'absentéisme lié au COVID n'est pas compensé, les parcours de nos enfants sont négligés, et dans ce service public central pour notre avenir, l'impression du « chacun pour soi et Dieu (Blanquer?) pour tous » domine. Cette impression est évidemment totalement contradictoire avec le métier.



Qu'il s'agisse de la santé ou de l'éducation, les logiques qui président à la désorganisation sont bien sûr des logiques de privatisation. Les personnels y sont comme des naufragés. Il est de la responsabilité des militants CGT, dans ces secteurs et au-delà, de donner les clés d'explication à celles et ceux qui souffrent de voir leurs métiers et leurs vocations niées par des choix politiques désastreux. Afin que la souffrance se transforme en volonté de combat, et que les naufragés deviennent des conquérants.





A leur invitation, le SELA - CGT Nord a participé à l'assemblée générale des étudiants extra-européens de Valenciennes en septembre dernier et, depuis, poursuit à leurs côtés le combat pour l'exonération et le remboursement de l'augmentation sauvage des frais d'inscription 2021-2022 imposée par la présidence de l'UPHF, en la personne de M. ARTIBA, passant de 170 euros à 2 770 euros en licence et de 243 euros à 3 770 euros en master et doctorat.

Aujourd'hui c'est 19 exonérés sur 52 étudiants extra-européens organisés.

Or, force est de constater qu'après plusieurs mobilisations sur le campus (conférence de presse, grèves des cours, actions de tractage, d'interventions en amphithéâtre...) et de rencontres non seulement avec la Présidence de l'Université (qui soit dit en passant a exigé l'absence de représentation syndicale) mais aussi avec la rectrice de la Région académique et de l'académie de Lille, Mme CABUIL, le dialogue est rompu.

Aussi, face à la gravité de la situation rappelée à Mme CABUIL à l'occasion de deux réunions (absence de certificat de scolarité, de sécurité sociale et donc impossibilité de se soigner sans avancer d'argent, d'accès aux allocations logements, de possibilité de se nourrir, de se vêtir et d'avoir des loisirs, d'étudier sans stress et anxiété...), celle-ci ne trouve rien d'autre à dire qu'être « persuadée » que les tarifs d'inscription étaient mentionnés, n'apportant ainsi aucune solution concrète à l'urgence sanitaire et sociale des étudiants.

Or, si M. ARTIBA et Mme CABUIL ne sont pas persuadés de l'aspect inacceptable, dangereux ainsi que de la nécessité impérieuse de résoudre la situation dans laquelle sont plongés des dizaines de jeunes alors le SELA – CGT Nord se chargera de convaincre, sur la base des éléments remis à son conseil, la juridiction compétente pour faire valoir ce que de droit.

Finalement, ce cas pratique démontre deux choses

- Le décalage entre la loi « bienvenue en France » et son application concrète;
- La politique de sélection et de discrimination en direction, pour le moment, uniquement des étudiants extra-européens les confinant à la pauvreté et la précarité.

Notre avocat porte ce dossier avec détermination et notre Union Départementale CGT se portera partie civile s'il fallait – ce qui semble désormais probable, s'en remettre aux tribunaux.



NOUS SOMMES UN LIEN ENTRE 3 MILLIONS D'ADHÉRENTS.





Plus que Jamais, nos équipes continuent de se mobiliser pour vous, afin de tisser un lien toujours plus solide.

aesio.fr



Santé · Prévoyance · Épargne · Retraite · Auto · Habitation

ACSIO musuelle, musuelle soumite aux dispositions du line il du code de la musuellei, immatriculée sous le n° 775 GZT SB1 dont le séga social sex 4 rue du Général Foy 7500B PARTS, Oricle photo Aleste Raimbaux, Document non composural à casociale publications 2.1066-015



2021 et au-delà... Années de la QVS!

de la Qualité de Vie Syndicale une priorité lors de son regrouper les isolé-e-s. dernier Congrès.

Orga auprès des syndicats et sections en lien avec les Unions Locales et Professionnelles.

conditions sanitaires rencontrées depuis le début 2020, le collectif a organisé deux réunions, qui se sont tenues en février et septembre 2021.

Afin de préparer la première rencontre du 18 février 2021, deux questionnaires avaient été envoyés aux Unions Locales et aux Unions Professionnelles.

Leur objet était de connaître leurs conditions de fonctionnement, les relations qu'elles entretiennent avec les syndicat ou sections de leur périmètre et avec les autres structures CGT, si elles avaient des plans de déploiement, de renforcement, des besoins de formation, mais aussi les difficultés qu'elles pouvaient rencontrer dans le cadre de leurs activités revendicatives.

Les réponses reçues et les échanges que nous avons eus lors de cette première réunion ont permis au collectif de fixer un cadre de travail et de tracer des pistes de réflexion pour la suite du mandat dont nous avons pu mesurer les premières avancées lors de la rencontre du 16 septembre.

Avant la troisième rencontre QVS du 4 mars 2022, et afin de faire mesurer l'importance du dispositif mis en place par l'UD sur le sujet, il est opportun de faire un point d'étape sur la mise en œuvre de nos décisions.

Surveiller l'organisation et la tenue des Congrès, notamment ceux qui ont dû être repoussés en raison de la crise sanitaire.

Plusieurs congrès se sont ainsi tenus ou s'organisent avec l'aide de l'Union Départementale (réédition du livret « Organiser son congrès », formation de nouvelles directions d'UL, vérification et sécurisation des statuts d'UL et de syndicats, ...).

L'Union Départementale CGT des Syndicats du Nord a fait Travailler à la mise en place de bases organisées pour

Une réflexion vient d'être engagée sur ce point par la Dès sa sortie, la direction de notre UD a mis en place un Fédération des Organismes Sociaux pour créer un syndicat collectif QVS avec le mandat de relancer une démarche départemental des assistant-e-s à domicile intégrant les isolé-e-s et sections rattachées aux Unions Locales.

L'objectif étant de créer des syndicats en proximité dès que Après une mise en route laborieuse consécutive aux les conditions sont réunies (nombre d'adhérent-e-s, formation des équipes dirigeantes, ...).

> Cette même démarche, déjà engagée par la Fédération du Commerce devra être poursuivie pour que chaque syndiqué -e-s soit rattaché-e-s à un syndicat, et profite ainsi de l'information, des formations, et des débats démocratiques indispensables à la construction d'une conscience de classe.

> Une réflexion du même ordre sera proposée aux autres secteurs professionnels.

> En effet, de nombreu-se-s de syndiqué-e-s sont isolé-e-s ou rattaché-e-s à des sections d'Unions Locales sans liens pérennes leur profession. avec ce qui aêne considérablement la construction revendicative.

> Poursuivre le travail d'identification des déserts syndicaux CGT dans chaque UL en croisant avec les UP pour définir des cibles de renforcement dans le cadre de l'actuel cycle électoral.

> Un point d'étape a été réalisé avec les UL rencontrées pour définir les cibles en nous appuyant sur les résultats électoraux du cycle 3 et sur les recensements réalisés dans certaines Unions Locales.



2021 et au-delà... Années de la QVS!

Un travail croisé va maintenant être réalisé avec les Travail sur le syndicalisme retraité-e-s avec notre professions afin de mettre en œuvre des stratégies de USR: déploiement et de renforcement dans ces entreprises et administrations.

Plusieurs cibles sont déjà définies avec les Unions Locales rencontrées.

Cette démarche est d'ores et déjà engagée dans le cadre de la campagne électorale de la Fonction Publique avec les Fédérations concernées.

Définition de cibles de renforcement et d'implantation avec les différentes structures. spécifique au regard des enjeux de syndicalisation des ICTAM.

Parallèlement aux définitions de cibles travaillées avec les UL, la CD UGICT et le collectif ont travaillé à l'organisation d'un module de formation spécifique relatif à l'identification des enjeux et l'organisation de la démarche électorale vers les personnels des 2e et 3e collèges.

Celui-ci déjà disponible au programme de formation confédéral pour des séquences qui se dérouleront à Centre Benoit Frachon, pourra connaître une déclinaison sur le mois (formation Orga, journées d'étude, ...). département (deux sessions).

rencontre des ICTAM, et préparer les élections professionnelles vers ces catégories.

Les thèmes abordés sont la compréhension de ce que sont les ICTAM, leur rôle dans l'organisation du travail et leur vécu au travail, l'analyse de l'état d'esprit des ICTAM par rapport au syndicalisme et à l'engagement, l'examen du contexte par l'évaluation de la situation dans les entreprises et les administrations (représentées dans la session de formation), la maîtrise et la mise en œuvre de la

démarche, la construction des outils, des moyens et la définition de l'activité nécessaire, les stratégies et la conception des outils de communication,

et la construction d'un retroplanning à partir des priorités revendicatives identifiées jusqu'aux élections.

Cette formation est prévue à se dérouler en 2 fois 2 jours pour intégrer la disponibilité des camarades.

Dans le cadre de la préparation de son prochain Congrès, notre Union Syndicale Retraité-e-s et le collectif QVS ont engagé un travail commun destiné à construire la

prochaine commission exécutive et à favoriser le maintien à la CGT de camarades partant en retraite en mettant en œuvre une démarche volontariste de continuité syndicale

Certaines professions ont déjà engagé cette démarche par divers moyens.

Plus que jamais, les retraité-e-s sont un élément essentiel dans la construction des luttes, pour elles et eux, mais aussi pour toute la CGT.

Beaucoup de points soulevés lors des deux premières rencontres restent encore à défricher avec les Unions Locales et Professionnelles qui vont occuper ces prochains

L'ensemble du dispositif doit permettre une amélioration L'objectif de cette formation est d'armer nos militant-e-s substantielle de notre qualité de vie syndicale, garantie de des structures générales et spécifiques pour aller à la vie démocratique de notre Organisation et de luttes gagnantes.



Au sujet des « collaboratrices et collaborateurs »

Que derrière les innovations sémantiques patronales se Celle qui veille à ce que « dans l'œuvre revendicatrice dissimulent des objectifs politiques, cela est incontestable! quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des Les dénoncer et en expliquer les dynamiques est efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des particulièrement opportun, tant l'usage de néologismes et travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, autres détournements sémantiques insèrent l'idéologie telles que la diminution des dominante dans le débat public et rend plus ardu son l'augmentation des salaires, etc... ». renversement.

heures de travail.

que la Nouvelle Vie Ouvrière (NVO) avait, il y a quelques Celle qui consiste à œuvrer à la transformation conjointe, mois, publié une série d'articles où ces différentes de la société (par le travail, par la reprise en main de son « inventions » étaient présentées et faisaient l'objet d'un organisation et de sa réalisation), et de l'être humain par démontage soigné par les camarades du journal pour en son émancipation, en brisant les chaîne de l'aliénation. faire apparaître les ressorts...

L'usage récurrent du terme « collaborateur / collaboratrice » fait partie de ces artifices qui masquent opportunément la relation hiérarchique pourtant bien présente dans le monde du travail. Et en dénoncer la supercherie participe au travail de construction d'une conscience de classe préalable à toute démarche révolutionnaire.

Mais cette dernière suppose que nous allions au bout du mouvement de contestation ; du mot et de son usage certes, mais aussi de ce qu'il est susceptible d'induire en terme de permanence du lien de subordination.

Car abandonner la contestation de ce lien de subordination (voire le sublimer !) est une erreur néfaste (pour ne pas dire funeste) au regard des enjeux qu'elle représente pour le monde du travail et plus largement pour la société.

C'est le risque que nous courrons si nous en restons à un angle d'attaque exclusivement juridique où la subordination apparaîtrait comme un outil législatif sensé engager la responsabilité de l'employeur et protéger les salarié-e-s.

Une telle approche n'aborderait par ailleurs que directe sur le Travail. partiellement le sujet, tant ce lien de subordination peut-être présent et encadré par le Droit commercial, bien plus Et qui sait ! Avec une intervention convergente et massive, favorable au donneur d'ordre/client, que le Droit du travail ; le sujet pourrait très bien faire irruption dans le débat public l'importante démarche revendicative sur la sous-traitance ces prochains mois... réalisé par plusieurs structures CGT, professionnelles et interprofessionnelles, a projeté un éclairage intéressant sur cette problématique de ce point de vue.

Aussi s'appuyer ou revendiguer la subordination ne protège pas le salariat en tant que tel, mais c'est un des éléments qui légitime juridiquement la compensation du travail réalisé (pour compte d'autrui), et d'ailleurs toujours remise en cause par celui-ci...

C'est UN des axes de notre double besogne!

C'est d'ailleurs avec l'objectif de contrarier cette stratégie Mais il y a l'autre partie de notre intervention syndicale! Pour citer Karl Marx : « par le travail l'homme transforme la nature mais aussi sa propre nature »).

> Or, si le travail construit notre société et nous transforme, le régime autoritaire de domination dans le travail constitué par la subordination ne peut pas construire de démocratie et de réels citoyens ! Dès lors ne pas nous laisser déposséder de notre liberté d'expression, d'avis et de notre professionnalité, par le management, les nouvelles formes d'organisation du travail et la sémantique qui leur est associée, devient un axe revendicatif central et quotidien.

Ne nous y trompons pas!

A l'image des grands prestidigitateurs qui attirent l'attention des volontaires candides par l'agitation d'un foulard pour mieux leur dérober leur montre, les tenants du capital intègre cette part d'illusion qui vise à focaliser la nôtre sur l'usage des mots pour mieux poursuivre leur œuvre d'exploitation des travailleurs.

Syndicalistes, il nous revient donc de rester vigilant sur les véritables objectifs du capital, d'en démonter les mécanismes et d'engager avec les salarié-e-s une transformation radicale de la société par leur intervention



HISTOIRE(S) DE CLASSE

Il y a deux ans presque jour pour jour, une délégation de C'est de là qu'en lien avec notre grande Martha Desrumaux syndicalistes belges et de membres du PTB (dont le porte- il accueille Maurice Thorez à la frontière du « Risquonsparole Raoul Hedebouw) participaient à notre manifestation Tout » fin 1939. lilloise contre le projet de « réforme » de nos retraites, avec pour message ceci : « continuez le combat, nous avons gagné, vous pouvez gagner!»

Cette implication de nos voisins (avec un chèque de soutien à la lutte) nous rappelle qu'en dépit de situations politiques et syndicales sensiblement différentes, les travailleurs des deux côtés d'une frontière perméable, se sont rencontrés et ont lutté ensemble depuis les débuts de l'industrialisation.

Que l'on songe à l'immigration massive des Belges dans notre département, en particulier pour nourrir l'industrie textile.

En 1870 Roubaix est à 55% habitée par des Belges, Wazemmes et Halluin à 75 %!

Plus tard, en 1954, 25% des ouvriers du textile sont des frontaliers, qui font chaque jour le trajet aller-retour, le plus souvent en car.

Combien de travailleurs de notre département trouvent leur origine dans cette histoire belge?

Pour la CGT, la question de la nationalité n'a aucune importance quand il s'agit de combattre ensemble.

Aussi. bien évidemment, pour une organisation internationaliste il n'y a pas de conditions de « nationalité » pour adhérer et militer.

De très nombreux travailleurs belges ont donc pris leur place dans le combat syndical mené par notre CGT.

Parmi eux, Marcel Seynaeve. Ce militant communiste belge, né en 1911 à Tourcoing, était ouvrier bonnetier.

Pour quelques centaines de mètres il milite alors au parti communiste français (il est Secrétaire de la Jeunesse Communiste de Tourcoing jusqu'en 1931), et la police le signale comme « agitateur ».

De fait il participe activement aux « Barricades de Roubaix », puis est délégué CGTU au Congrès de 1931. Il sera ensuite expulsé et poursuivra ses activités révolutionnaires à Mouscron.

Pendant la guerre, résistant belge dans la clandestinité, il finit par intégrer, à partir de l'Angleterre les troupes belges qui libéreront le pays. Tels sont nos « héros » qu'ils vivent et meurent sans les « honneurs » et les flonflons.

De retour à Tourcoing après-guerre, il retrouve un emploi d'ouvrier dans le textile et ses activités syndicales.

Il meurt en 1959, et nous n'avons aucune photo de lui pour illustrer cet article...



LES BARRICADES DE ROUBAIX

Préface de Maurice THOREZ
Secrétaire du Parti communiste français



BUREAU D'EDITIONS, 132, faubourg Saint-Denis, PARIS-10e

Prix: 1 fr.